

## COMPTES RENDUS

Lavoisier | « Géographie, économie, société »

2019/4 Vol. 21 | pages 371 à 377

ISSN 1295-926x

ISBN 9782743025380

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2019-4-page-371.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Lavoisier.

© Lavoisier. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

### Comptes Rendus

**Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas . Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019, 227 pages.**

C'est un livre engagé que nous propose ce groupe de chercheurs, tous sociologues ou géographes. Ainsi, après *Sociologie de Lille* (2017), que l'on doit au Collectif Degeyter, c'est un collectif plus ancien – dont procède en partie le précédent – qui signe cette nouvelle enquête, avec la volonté, d'une part, de souligner la force de ce « travailleur collectif », dont Marx avait jadis révélé le potentiel, et, d'autre part, de s'opposer vigoureusement à cette « individualisation des modes de recherche et d'évaluation » (p. 218) qui gangrène désormais le monde académique. Leur engagement, toutefois, n'est pas seulement affaire de posture ou d'affichage : il se niche au cœur du projet intellectuel des auteurs. Ceux-ci, en effet, ambitionnent de lutter contre l'« invisibilisation » des classes populaires précarisées et les représentations disqualifiantes dont elles sont souvent victimes. Plus exactement, il s'agit ici de « renverser le regard » (p. 16), de chausser d'autres lunettes pour saisir « par le bas » les modes de vie et de travail de tous ceux qui, à Roubaix comme ailleurs, sont vus avant tout comme des chômeurs, des assistés, des fainéants voire des délinquants en puissance.

Pour ce faire, les auteurs empruntent au philosophe Henri Lefebvre démarche et cadre théorique<sup>1</sup>. Ils mobilisent ainsi une sociologie de la quotidienneté – une « ethnographie de plain-pied » qui s'attache aux 'pratiques banales' » écrivent-ils (p. 221) – pour repérer la manière dont les gens ordinaires affrontent et résolvent, localement, les problèmes que pose la nouvelle « grande transformation » de nos sociétés<sup>2</sup>. Et dans ce cadre, ils attachent la plus grande importance à l'espace, celui des quartiers relégués désertés par les usines. Cet espace là est à la fois le produit de rapports sociaux de domination et le siège d'une activité informelle par laquelle les classes populaires, en réalité, façonnent la ville. Comme Henri Lefebvre l'avait souligné, l'espace « perçu » n'est donc pas ici l'espace « vécu », encore moins l'espace « conçu » par l'administration sociale ou les maîtres d'œuvre de la politique urbaine. Plus exactement, certains territoires roubaisiens ne sont pas seulement désindustrialisés et déshérités : ils constituent aussi une « ressource » (p. 75), en quelque sorte rivale, qui met aux prises les habitants précarisés et les autorités locales. Telle est la trame générale de cet ouvrage qui fait suite à maintes études sociologiques menées à Roubaix, véritable Chicago à la française, mais parvient à apporter des éléments d'analyse

<sup>1</sup> H. Lefebvre, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.

<sup>2</sup> R. Castel, 2009, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil.

tout à fait originaux sur les activités de travail des habitants des quartiers pauvres, leur économie domestique, les liens qu'ils nouent et les réactions que suscitent leurs initiatives.

« Que font les gens qui ne font rien ? » (p. 27), se demandent d'abord les auteurs, qui soulignent aussitôt l'ampleur de ce qu'ils nomment le « travail de subsistance » (p. 38), ce substitut postfordiste au travail salarié de naguère. De fait, à lire les descriptions ou les tranches de vies qui émaillent le livre, le travail occupe une place centrale dans le quotidien des pauvres. Bricolage, cuisine, réparation automobile à plus ou moins grande échelle, jardinage, travail relationnel ou de *care*, couture, recyclage, mobilisation de tous ces « arts de faire » qui permettent de produire ou consommer à moindre coût : c'est en réalité un travail extensif mais incessant, une forme d'« auto-exploitation postfordiste » (p. 65), qui s'impose aux plus pauvres pour s'en sortir. Et si ce travail mobilise les énergies et envahit le temps des pauvres, il occupe et transforme également l'espace urbain, en particulier les territoires abandonnés par l'industrie. Selon les auteurs, en effet, « les classes populaires fabriquent la ville » (p. 76) en réinvestissant les espaces dégradés et les habitats indignes. Écartés du marché de l'emploi comme du marché du logement, les habitants les plus précarisés tirent parti de la relégation qu'ils subissent en mobilisant leurs ressources relationnelles et leur « capital technique » (p. 80), en développant des activités informelles et, surtout, en réhabilitant des habitations achetées à vil prix. Ce faisant, ils s'approprient l'espace urbain et en transforment la matérialité pour répondre aux besoins qui sont les leurs, notamment l'accès au logement et à une consommation bon marché.

Le « travail de subsistance », que les auteurs ont mis au jour, s'articule ici à un autre concept, présenté comme une « proposition théorique et politique » (p. 18) : la « centralité populaire », c'est-à-dire un espace à la fois délaissé par le capital et transfiguré par le travail de ses habitants et l'usage qu'ils en font. Dans cette perspective, la ville comporte des enclaves délabrées et marginalisées mais qui, en réalité, occupent une position tout à fait centrale pour les populations défavorisées. Du point de vue des classes populaires, autrement dit, ces territoires de relégation ne sont nullement à la périphérie de la ville et aux marges du salariat : ils sont au contraire le foyer actif d'un vaste système de production et d'entraide, le nœud d'un réseau d'échanges économiques et sociaux permettant d'amortir les effets d'une crise devenue structurelle. Le « travail de subsistance » a ainsi une dimension spatiale, la « centralité populaire », mais également un ancrage très fort dans une « économie morale », dernier volet du triptyque au moyen duquel les membres du collectif Rosa Bonheur analysent les modes de vie des classes populaires roubaisiennes. Dans ces espaces urbains, en effet, les activités économiques sont pour ainsi dire « ré-encastées » dans le social et indissociables d'un ensemble d'obligations morales qui soudent les habitants, une véritable « économie de la dette et du don (...) qui mêle les biens et les liens » (p. 121).

Dans le dernier chapitre du livre, les auteurs soulignent toutefois combien cette économie de subsistance, par laquelle une population stigmatisée résiste au déclassement et accède parfois à des formes de promotion sociale que le salariat n'offre plus, demeure en réalité fragile et contestée. Et pour cause : cette économie d'autoproduction et de « débrouille » déborde largement, désormais, du cadre étroit où la ville industrielle l'avait confinée. À la lisière de l'économie formelle, les ateliers de mécanique ou de carrosserie sont ainsi dans le collimateur de la mairie, de même que les marchés aux puces ou

l'« autoréhabilitation » (p. 173) des maisons, une activité jugée peu respectueuse des normes de sécurité en vigueur. Interdictions et répression visent alors à contenir toutes ces pratiques constitutives de la « centralité populaire » et, partant, à contrôler l'espace qu'elles occupent et remodelent. Dans le sillage des réflexions d'Henri Lefebvre, l'espace est ici l'enjeu de conflits d'usages, à la fois instrument et objectif des luttes sourdes qui opposent les habitants de ces quartiers aux autorités locales. Parce que changer la vie suppose de produire un espace *ad hoc*, donc en l'occurrence de changer la ville, la constitution d'une « centralité populaire » est contestée par les politiques publiques de rénovation urbaine, d'amélioration du bâti ou de « reconquête » des quartiers. « L'espace urbain est traversé par deux processus inverses de production et d'appropriation » (p. 190), écrivent en ce sens les auteurs : ici, des modes d'auto-organisation qui doivent être « mis au pas » (p. 168), des formes d'*empowerment* qui s'affranchissent complètement des dispositifs institutionnels promus par la municipalité ; là, une politique qui, à rebours de son histoire, réprime les usages populaires de la rue et travaille surtout à la satisfaction des besoins des classes moyennes en accélérant la gentrification des quartiers défavorisés.

L'enquête menée par le collectif Rosa Bonheur souligne finalement que la vie économique et sociale reprend ses droits dans les espaces laissés vacants par le néo-capitalisme. Ainsi, bien loin de la « fin des quartiers », évoquée naguère par François Ascher<sup>3</sup>, ceux-ci apparaissent, à Roubaix, comme des espaces qui structurent les liens sociaux et font naître des « communautés d'appartenance » à géométrie variable. Dans ce cadre, d'ailleurs, la famille à laquelle font référence les habitants ne se réduit pas aux frontières du ménage : c'est une famille élargie mais distincte de la famille traditionnelle, une famille aux contours singuliers, « façonnée par le postfordisme » (p. 151) et dont les caractéristiques renouvellent les analyses classiques sur l'affaiblissement des liens familiaux dans la modernité<sup>4</sup>. De même, on trouve dans ce livre des aperçus très stimulants sur le travail quotidien de ceux qui n'en ont pas, une autoproduction que les auteurs interprètent, dans leur conclusion, en mobilisant fort justement les travaux de Fernand Braudel et Karl Polanyi : dans les espaces désertés par le capitalisme contemporain, la « civilisation matérielle » – c'est-à-dire la production autoconsommée – retrouve finalement toute sa place et cohabite avec une économie locale de marché qui articule, sous une forme neuve, marchandisation et « démarchandisation de la vie quotidienne » (p. 120).

On lit donc avec beaucoup d'intérêt les résultats de cette enquête de longue haleine, dont la restitution, particulièrement vivante, est par ailleurs servie par un style très élégant et un sens heureux de la formule. Toutefois, si l'on peut saluer l'intention des auteurs, leur volonté de mettre au jour l'héroïsme ordinaire des habitants de ces quartiers populaires ou de décentrer le regard sur la ville et le travail, on peut également regretter certains des partis pris qui ont guidé cette étude. Ainsi, soucieux de retourner le stigmate dont souffrent les quartiers pauvres et leurs populations, les auteurs évitent parfois difficilement l'écueil de la glorification des manières d'être ou de faire des classes populaires – « pauvres mais fiers de l'être », selon l'expression d'une enquêtée (p. 154). De même, ils proposent ici et là une lecture quelque peu enchantée de l'entraide, de la civilité ou des formes de

<sup>3</sup> F. Ascher, 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob ; 1998, *La République contre la ville*, Paris, Éditions de l'Aube.

<sup>4</sup> P. Willmott, M. Young, 1957, *Family and Kinship in East London*, London, Routledge & Kegan Paul.

contrôle qui s'exercent dans les rues, notamment à l'égard des plus jeunes. On s'étonne aussi du peu de place qui est fait aux conflits de voisinage ou à la délinquance, à la religion ou à la dimension migratoire du peuplement populaire : dans une ville comme Roubaix, en effet, ces questions ne sauraient être sous-estimées ni abordées de façon trop univoque. Du coup, c'est finalement la notion cruciale de « centralité populaire » qui interpelle le lecteur, puisqu'elle permet de « dépasser une analyse centrée sur l'ethnicité des habitants » pour, avant tout, « souligner la différence avec les conditions salariales de la classe ouvrière et les quartiers ouvriers des années 1950-60 » (p. 17). De fait, cette conceptualisation suggère une unité du « populaire » et semble alors faire litière des phénomènes de différenciation plurielle ou de polarisation suscités par l'éclatement du monde ouvrier<sup>5</sup>. Mais c'est là, assurément, une manière de redonner de la cohérence aux « classes populaires » et de contribuer à un travail d'unification qui n'est plus guère pris en charge aujourd'hui – une défection que le collectif Rosa Bonheur s'efforce de compenser.

Jacques Rodriguez,

Univ. Lille, EA 3589 – CeRIES, F-59000, Lille, France

© 2019 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

**Edith Mukakayumba et Jules Lamarre (dir.), 2019, *La question des régions : perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, 359 p.**

Il s'agit du troisième ouvrage collectif dont ce couple rwandais-qubécois assume la responsabilité et le deuxième à faire l'objet d'une recension dans ces pages<sup>6</sup>. Pour justifier le sous-titre de leur ouvrage, ses responsables ont fait appel à une panoplie d'auteurs de diverses origines : cinq Québécois, trois Français, les autres étant Tunisien, Sénégalais, Belge, Québéco-suisse, Québéco-sénégalaise et Congolais. La majorité, chacun à sa façon, tente de répondre au mieux à la sempiternelle question : qu'est-ce qu'une région ? Oui, comment la définir ? Et pourquoi s'y attarder ? Répondre à cette interrogation constitue l'objectif de l'ouvrage afin de pallier les tendances adoptées depuis quelques années par la géographie contemporaine. En introduction, E. Mukakayumba et J. Lamarre stigmatisent le « problème » de la géographie actuelle en y voyant une discipline marquée par la spécialisation tous azimuts. Ce faisant, la géographie se prive d'une nécessaire vue d'ensemble telle que, traditionnellement, mise de l'avant.

À tout seigneur tout honneur, la première partie *Qu'est-ce qu'une région ?* s'ouvre avec la contribution de Paul Claval. Le professeur émérite de Paris-IV Sorbonne répond à la question soulevée en situant la problématique régionale sous l'angle à la fois descriptif et prescriptif. Ceci implique le sous-questionnement suivant : comment l'espace se répartit entre les individus ? Comment doit-il l'être de façon à ce que tout un chacun puisse se développer et s'épanouir ? Impossible de fournir des réponses sans se rapporter à son mentor Vidal de la Blache pour qui une région est une structure mise

<sup>5</sup> N. Duvoux, C. Lomba (dir.), 2019, *Où va la France populaire ?*, Paris, PUF/La vie des idées.

<sup>6</sup> André Joyal, Recension de « Mukakayumba, Edith, et Jules Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, 2011, 320 p. », GES,15 (2013), p. 171-173.

en évidence par la description géographique de la terre. Ceci étant admis, l'auteur juge opportun de souligner que s'il importe de déterminer des régions afin d'en comprendre l'organisation, ce n'est plus le seul but des géographes. D'où l'intérêt grandissant envers la *territorialité* vue par cet espace auquel les individus s'attachent en tant que milieu de vie. Les Québécois apprécieront les propos du professeur Claval sur le multiculturalisme porté aux nues outre-Manche avec les conséquences que l'on sait. Sans prononcer le nom de la deuxième religion en importance en Hexagone, P. Claval écrit : « Un peu comme dans l'espace ottoman, ceci (le multiculturalisme) aboutit à la juxtaposition d'espaces communautaires » (p.49) où, comme c'est effectivement le cas à Vancouver, à Toronto et bientôt à Montréal, les communautés communiquent minimalement entre elles.

Vient ensuite le chapitre de Christian Vandermotten, également professeur émérite, mais, cette fois, de l'Université libre de Bruxelles, qui se demande si la région s'avère le fondement de la géographie. À son tour, l'auteur prend en considération différentes conceptions que la littérature présente autour du terme « région ». Par exemple, il déplore que chez Malt-Brun, (s'agit-il du père ou du fils ?) la région se voit utilisée dans le sens de « zone » ou de « partie de pays », mais, jamais comme « territoire organique » caractérisé par des faits physiques et humains. Une façon de voir que ne contredit pas Yannick Brun-Picard auteur d'une vingtaine d'ouvrages en géographie et en éducation. Fidèle à ses habitudes, l'auteur accompagne une démonstration fondée sur la sémiotique fonctionnelle de plusieurs figures comprenant une flèche ascendante.

On en arrive à la contribution de Jules Lamarre pour qui étudier les régions permet de mieux comprendre le monde à l'image de ce que faisait si bien Raoul Blanchard. Une façon de faire remise en cause en contexte de capitalisme triomphant. En se basant sur certains écrits dont ceux de Bauman et Arendt, l'auteur ambitionne de souligner comment la transformation du rapport qu'entretiennent l'espace et le temps aurait favorisé l'élimination du spectateur qui, pourtant, était le mieux placé pour favoriser (en région) les orientations susceptibles d'améliorer le bien-être collectif. À regret, l'auteur adopte le passé en soulignant que l'on étudiait la région encore dans le dernier tiers du 20<sup>e</sup> siècle afin d'en orienter le développement. C'était l'époque où l'État « étendait son emprise en aménagement du territoire » (p.93). Or, avec le *trumpisme* triomphant, l'auteur déplore que chaque individu en est réduit à vivre son individualité sur sa propre île dans un contexte de chacun pour soi.

La deuxième partie *Les modes de construction des régions* s'ouvre avec la contribution de Christian Morissonneau de regrettée mémoire<sup>7</sup> qui se rapporte exclusivement à la région voisine de Trois-Rivières (Lanaudière). Celui qui fut enseignant à l'Université du Québec à Trois-Rivières se veut ici davantage historien que géographe dans la description de cette région qu'il affectionnait énormément. Le lecteur est ensuite invité à faire le saut au sud du Sahara avec la contribution de Georges Courade pour qui, plus qu'ailleurs, en Afrique, la région n'existe pas au 21<sup>e</sup> siècle. Avec ses 87 nationalités et son histoire plus que mouvementée, l'Éthiopie vue comme l'un des pays les plus jacobins du continent sert d'illustration. La centralisation s'impose dans plusieurs secteurs d'activité afin de maintenir la cohésion politique. Alors, dans un tel contexte, Courade plaide pour une géographie régionale revenant à chacun suivant leurs appartenances idéologiques. Ainsi, il y en aurait

<sup>7</sup> Décédé lorsque l'auteur de cette recension achevait la lecture de l'ouvrage.

pour les marxistes comme pour les néolibéraux de même que pour les « écolo-centrés » ou autres « culturalistes ». Quant aux « élites mondialisées », elles auraient leurs territoires en réseau ou sous forme d'archipel. Au lecteur de chercher à comprendre.

Le lecteur se voit ensuite offrir un chapitre dont la nature s'avère bien différente du précédent. Selon Ami Belhedi, professeur émérite du département de géographie de l'Université de Tunis, l'étude des régions constitue la mission fondamentale de la géographie. En conséquence, il ambitionne de démontrer la pertinence de la région dans un contexte de transition démocratique à partir du cas tunisien. La région l'intéresse à la fois comme échelle géographique et comme construction sociospatiale. L'auteur aborde ainsi la régionalisation suivant cinq principes fondateurs non sans souligner (p.155) que celle-ci fut au centre des revendications de la Révolution tunisienne de fin 2010 et début 2011 à l'origine du Printemps arabe. Dans sa conclusion, on peut lire que la démocratisation passe par la régionalisation. Ce chapitre s'avère particulièrement intéressant étant donné les espoirs soulevés à travers le monde arabe par les revendications populaires à l'origine de la chute de « l'ancien régime ».

Pour les Québécois intéressés par les questions régionales, Clermont Dugas, professeur de géographie à l'Université du Québec à Rimouski, s'avère depuis longtemps un auteur incontournable. Son chapitre vise à mettre en évidence la régionalisation québécoise telle qu'elle a évolué ces cinquante dernières années. L'analyse se trouve assortie de tableaux et de cartes qui agrémentent l'argumentation. Le tout pave très bien la voie à ce que j'estime être le chapitre le plus intéressant de l'ouvrage même si - pour paraphraser Woody Allen -, il devient un peu longuet vers la fin. Son auteur, heureux retraité sur ses terres au Centre-du-Québec, fut pour l'essentiel de sa carrière professeur de géographie à l'Université Québec à Trois-Rivières. Il offre aux lecteurs français et québécois un vibrant hommage à celui qui est reconnu comme « le géographe du Canada français », soit nul autre que Raoul Blanchard. On sait que le fondateur de la *Revue de géographie alpine* et membre de l'Institut de France - dont la pipe lui servait de talisman -, avait pour mentors Vital de la Blache et Péguy.

Le grand maître sert de toile de fond à Deshaies : « Blanchard a fait un travail pionnier au Québec et a démontré l'utilité de la discipline pour décrire et interpréter les régions québécoises » (p. 200). En conséquence, l'auteur cherche à montrer les implications de sa conception de la région en espérant contribuer à mettre fin à certains débats entourant la pratique de la géographie régionale. Impossible d'y arriver sans soulever une batterie de questions. Comment délimiter de façon rigoureuse la région ? Pourquoi l'économie régionale ne s'est pas renouvelée ? Quelle serait la nature du contenu d'une analyse régionale renouvelée ? Le lecteur des deux côtés de l'Atlantique ne saurait qu'apprécier les efforts de l'auteur en vue d'apporter, sans aucune prétention, une réponse à ce questionnement inspiré par l'apport du cofondateur de l'Institut de géographie de l'Université de Montréal, ancêtre de son département de géographie.

La troisième partie *Des régions géographiques comme espace vécus*, s'ouvre avec le chapitre le plus volumineux de l'ensemble (p. 235-291) dû à la plume d'Edith Mukakayumba. Si le nombre de pages n'inspire pas le sentiment que peut susciter l'éternité sur sa fin... c'est que le réquisitoire de la coresponsable de l'ouvrage se lit tel un roman. Vingt-huit (oui, 28) fois l'auteure mentionne l'ouvrage *La géographie, ça sert d'abord, à faire la guerre* d'Yves Lacoste. Le fondateur de la géopolitique se voit décrit à

l'époque de la publication de ce classique comme un jeune géographe très doué «...mais qui, avant d'atteindre le rang d'un mandarin, aspirait apparemment au statut de pape. Au final, il a réalisé son rêve puisqu'il est passé du rang de mandarin en herbes à celui d'un pape. » (p.235). Rien de moins. Au lecteur de faire la part des choses sur la base de ses propres perceptions.

Les trois derniers chapitres se rapportent à la République du Congo, à une banlieue au nord de Dakar et, enfin, à la coopération décentralisée pratiquée entre une région au nord de Québec et l'Afrique. D'abord, Francis Lelo Nzuzi, professeur de géographie à l'Université de Kinshasa, aborde la problématique de la décentralisation (toujours elle) en mettant en évidence la difficulté de concilier la région politique avec la région vécue dans un pays dont la superficie fait cinq fois la France et où doivent coexister quelques centaines d'ethnies. Pour sa part, le géographe Mame Ngom, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise, concentre son attention à Pikine la banlieue défavorisée de Dakar. La problématique de la gouvernance municipale se voit traitée en prenant appui sur des éléments de la géographie urbaine. Faut-il se surprendre que l'auteur estime nécessaire, là comme ailleurs, de repenser la décentralisation ? Enfin, Marie Fall et Philippe Morasse, tous deux rattachés à l'Université du Québec à Chicoutimi, après s'être interrogés sur le type de région qui devrait faire l'objet d'attention en géographie, estiment que la région se positionne au premier rang de la coopération internationale. C'est pourquoi l'approche des organisations régionales leur apparaît comme une voie d'avenir en matière de développement pour une Afrique en mal de changement dans les pratiques de coopération.

Pour clore le tout, les deux responsables de l'ouvrage reviennent sur la double contribution d'Yves Lacoste de 1976 : la création de la revue *Hérodote* et *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* pour déplorer à nouveau (cf. leur ouvrage de 2013) l'orientation adoptée par les différents départements de géographie au Québec.

André Joyal

*Professeur associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières*

*Membre du Centre de recherche en développement territorial*

© 2019 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

---